CLIMAT ET COMMERCE



ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT

Le climat ne se porte très pas bien. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) chaque année, le changement climatique tue en moyenne 150.000 personnes. C'est surtout chez l'homme que nous devons rechercher les causes du changement climatique parce que nous avons un impact majeur sur notre écosystème. L'une des principales causes du changement climatique est, entre autres, une **surproduction** des produits alimentaires et des vêtements. Si tout le monde vivait comme un belge moyen, nous aurions besoin de **quatre Planètes Terre. L'Europe est également à blâmer**: plus de 70% des importations de l'Union européenne proviennent de pays en voie de développement et de régions particulièrement sensibles aux risques de changement climatique. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est, après les Etats-Unis et la Chine, le troisième plus grand partenaire commercial de l'Union Européenne. Selon une <u>enquête,</u> certains pays de l'ASEAN comme le Vietnam, le Cambodge et les Philippines, ressentiront le plus les conséquences du changement climatique.



LE RÔLE DES ACCORDS COMMERCIAUX

Il existe des accords commerciaux et des conventions entre pays ou entre pays et organisations internationales, lesquels visent à promouvoir et développer le commerce international. L'Union européenne (UE) s'engage fermement pour la **libéralisation du commerce international**. C'est pourquoi au cours de ces dernières décennies l'UE a conclu de nombreux accords commerciaux avec d'autres pays.



Ces accords commerciaux peuvent également entraîner un certain nombre de problèmes. Les populations qui fabriquent nos produits vivent le plus souvent de l'autre côté du globe et travaillent pour un salaire de misère. Les accords commerciaux vont fréquemment à l'encontre des accords climatiques et des promesses tenues sur le climat. En effet, le marché commercial s'assure que les entreprises recherchent toujours **l'option la moins chère**, et celle-ci se trouve actuellement dans les pays à bas salaires. Les marchandises parcourent ainsi de nombreux kilomètres avant d'atteindre les rayons de nos magasins. Nos aliments franchissent en moyenne 2500 km avant d'atterrir dans nos assiettes.

Le transport de marchandises engendre une émission massive de CO² et contribue donc de manière significative au changement climatique. Au total, le transport représente 20 % des émissions mondiales de CO².

Les crevettes que nous trouvons dans nos magasins sont un bel exemple. Pêchées en Mer du Nord, elles sont ensuite acheminées au Maroc par cargo, pour y être épluchées. Elles seront finalement ramenées en Belgique pour y être vendues.

Les produits sont fabriqués sur un continent, traités dans un autre et vendus dans un troisième. Cela entraîne des émissions de gaz à effet de serre énormes. Actuellement, nous consommons chaque année 1,5 fois les ressources de notre planète. C'est-à-dire plus que ce dont nous disposons.

La surproduction est un problème qui est également lié au commerce. Les entreprises y jouent un rôle important, car elles veulent **obtenir et traiter les matières premières au prix le plus bas**. L'une des méthodes les plus courantes pour obtenir les matières premières est le pillage des terres. <u>La culture des matières premières à grande échelle a une énorme influence sur la nature et sur le climat</u>. Si la terre reste entre les mains des agriculteurs familiaux, l'impact sur le climat serait beaucoup plus limité : ils utilisent moins de pesticides et d'organismes génétiquement modifiés (OGM), ils adaptent leurs cultures au mieux à la terre et aux saisons et ils investissent davantage dans un mode de production durable.

LE RÔLE DES MULTINATIONALES

Le libre-échange est une bonne chose pour les **grandes entreprises et les multinationales**. Elles peuvent compter sur des groupes de pression, y compris au sein de l'Union Européenne, et donc avoir un impact sur l'agenda politique européen.

Les parlementaires européens sont des représentants du peuple élus par les citoyens européens; ils sont jugés pour leurs décisions, ce qui n'est pas le cas des membres de la Commission Européenne; ces derniers sont moins influençables par l'opinion publique. Ils ont souvent le dernier mot dans les grandes décisions (voir plus loin, TTIP). Ainsi, l'homme politique belge Karel De Gucht (Open VLD) fut Commissaire Européen au commerce jusqu'en 2014 et a pesé sur beaucoup d'orientations de l'UE.

Ces dernières années, quelques traités et conventions ont été adoptés afin de **réguler les entreprises multinationales**, tels que la loi <u>Frank Dodd US</u> (section 1502, 2014). Cette loi veille à la prise responsabiliser les entreprises étrangères et exige plus de transparence de ces dernières quant à leur impact sur les droits de l'homme, l'environnement et la société. Mais certains traités et conventions **ne sont pas contraignants**.

Une autre conséquence de ces accords commerciaux est la **déréglementation**. Cela signifie que des règles en application dans une région n'y ont plus cours lorsque les produits sont importés d'une autre région. Les citoyens ne peuvent donc pas déterminer si, par exemple, ces produits importés contiennent des substances nocives ni lesquelles. L'agenda économique européen peut s'attendre à de nombreuses critiques et protestations.

Le <u>TTIP</u> (Transatlantic Trade and Investment Partnership) et le (récemment approuvé) <u>CETA</u> (Comprehensive Trade and Economic Agreement) sont des accords de libre-échange entre l'UE, les États-Unis et le Canada. Les opposants, majoritairement issus de la société civile (ONG, associations environnementales et organisations sociales) ont exprimé leur mécontentement quant au manque de transparence lors des négociations sur ces projets de loi. En outre, ces accords jouent fortement en faveur des riches et des sociétés multinationales, et sont préjudiciables à la nature.

Indirectement ces accords exercent une **pression plus grande sur l'environnement**. Si la concurrence s'intensifie, les entreprises vont alors à la recherche de moyens de production plus rentables. Ce qui habituellement se traduit par des **procédés de production néfastes** pour l'environnement. Ce fut le cas après la négociation de l'Accord de libre-échange Nord-Américain ALENA (*NAFTA, en anglais*) en 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Grâce à ce traité, des usines d'assemblage ont été installées au Mexique. Ces usines ne semblent que peu tenir compte des normes environnementales ou des droits des travailleurs.

LE CHANGEMENT EST POSSIBLE



Le modèle européen est un modèle économique libéral et fort, centré sur la compétitivité et la libéralisation du commerce. Mais il existe d'autres modèles, tels que l'<u>ALBA</u>. Le modèle ALBA fait prévaloir le commerce équitable, la coopération, la solidarité et le développement humain sur le profit et la compétitivité.

La Grèce aussi essaya de sortir de la crise économique par des réformes alternatives à tendance plus sociales. Quelques haut-placés au sein de l'UE se montrèrent critiques, mais très vite, le message de l'Europe fut on ne peut plus clair : la marge de manœuvre de la Grèce devint très réduite et elle dût finalement suivre le plan imposé par l'Europe.

<u>Cuba</u> aussi montra qu'il était possible d'agir différemment. D'après une étude réalisée en 2011, Cuba compte parmi les dix pays les plus durables dans le monde grâce à d'importants efforts pour l'usage d'engrais organiques mais aussi à cause de l'embargo économique. En effet, Cuba repose principalement sur l'agriculture locale à petite échelle



- L'empreinte écologique mondiale surpasse depuis le milieu des années 80 la capacité biologique de la Terre à produire nos ressources et à absorber nos déchets.
- Chaque jour, la consommation d'eau des multinationales Nestlé, Danone, Unilever, Anheuser-Busch et Coca-Cola est égale à celle de la population mondiale.
- Les négociations sur le TTIP et l'AECG ne furent révélées au grand public qu'un an et demi après avoir débuté.



PLACE AU DÉBAT

- Pense-tu que les accords sur le libre-échange soient une bonne chose?
- Quelles solutions vois-tu pour résoudre les problèmes de libre-échange?

OUTILS PÉDAGOGIQUES

• Jeu de rôle <u>Les négociations climatiques</u>

• Malette pédagogique <u>La justice climatique</u>